



# POLICY BRIEF

PB 20 - 59  
Juin 2020

## CAPITALISER SUR LES « BONNES RÉPUTATIONS »

Par Fathallah Oualalou

## Capitaliser sur les « bonnes réputations »

La réputation, concept majeur s'il en est, est un indicateur de l'estime accordée à une personne physique mais aussi à une entreprise ou encore à une entité étatique. Constituée d'une somme de perceptions, elle est la résultante globale de l'ensemble d'images, d'appréciations des actions et comportements de celles-ci. Ainsi, la bonne réputation d'un gouvernement est déterminée et mesurée par son aptitude à faire face aux épreuves que traverse le pays, à affronter les bouleversements qui le secouent et à gérer les sorties de crise. A l'échelle des relations internationales - notamment en cette phase de globalisation avancée -, la réputation d'un pays donne une image sur sa capacité à rayonner au niveau de sa région, voire au-delà, et à s'adapter aux chamboulements de la mondialisation.

La crise de la Covid-19, qui s'est produite à la fin de la deuxième décennie du siècle, reflète, par sa gravité, la vulnérabilité de cette mondialisation. Survenant après les chocs, géopolitique du 11 septembre 2001, et économique, de la crise de 2008, elle a révélé au grand jour l'incertitude et l'imprévisibilité du monde actuel, devenues des constantes. Elle a contraint les pouvoirs publics à choisir la sauvegarde des vies humaines - imposant le confinement de plus de 4 milliards de personnes - au détriment de l'économie. Qui s'est effondré. Et qu'il faut aujourd'hui aider à se relever. Les Etats se trouvent, de ce fait, aujourd'hui mobilisés sur plusieurs fronts à la fois : le front sanitaire et avec lui les exigences de la protection sociale de tous et le front économique pour la relance de la machine.

D'où la sidération qu'ont connue tous les pays, quels que soient leur niveau de développement ou encore le mode de fonctionnement de leurs systèmes politico-économiques. La crise de la Covid-19 marque ainsi une rupture, pour ne pas dire une fracture, dans l'évolution du monde. Le monde de demain sera, à n'en pas douter, différent de celui de l'avant -Coronavirus.

Un parallèle pourrait être fait entre la Seconde Guerre mondiale et cette crise sanitaire. Ces deux « déflagrations » ont déclenché l'accélération des tendances en gestation avec leur survenue, celles du monde de l'après Première Guerre mondiale pour la première, et celles qui ont accompagné la naissance du XXIème siècle pour la deuxième.

Mais, si la fin de la Seconde Guerre mondiale a permis aux deux grands vainqueurs d'alors, USA et URSS, de façonner la gouvernance géopolitique mondiale (ONU) et aux Etats-Unis, avec l'Europe occidentale dans leur sillage, d'encadrer la géo-économie mondiale (FMI, Banque mondiale, OMC), le monde post-2020 restera marqué par les incertitudes dans lesquelles il est plongé depuis la fin de Guerre froide et l'effondrement du système soviétique. Alors que tout au long des années 1980 et 1990, les Etats-Unis avaient imposé leur hyper hégémonie pour créer un monde unipolaire sur le double plan économique et géopolitique, avec la montée de la Chine et l'exacerbation des tensions commerciales et aujourd'hui sanitaires entre ces deux géants, de nouveaux antagonismes ont fait surface et une nouvelle bipolarité s'est constituée.

Ce sont les solides réputations acquises pendant la guerre 39-45 qui ont permis aux Etats-Unis et à l'URSS de peser de tout leur poids sur le fonctionnement du monde

tout au long de la seconde moitié du XXème siècle. Une double hégémonie contrariée cependant par la survenue d'évènements géopolitiques et économiques : pour l'URSS, les contestations hongroises de 1956 et tchécoslovaques de 1968, l'impact du conflit idéologique avec la Chine populaire durant les années 1960, l'échec de son intervention en Afghanistan dans les années 1980, jusqu'à la disparition de l'Union soviétique en 1990. Les Etats-Unis, quant à eux, ont été secoués par les effets de la guerre du Vietnam dans les années 1960-1970 et des chocs pétroliers de 1973 et 1979, par l'écho de la révolution islamique iranienne de 1979 et les décisions monétaires du Président Nixon 1971, ... puis, plus tard, par le choc du 11 septembre 2001, de la crise de 2008 et par les nouvelles tensions commerciales avec la Chine, le Mexique et l'Europe.

La crise sanitaire et économique de 2020, dont l'épicentre s'est déplacé de Chine, d'abord vers l'Europe, puis vers la Russie, les Etats-Unis et le Brésil, a été - et est encore - une véritable épreuve pour le monde entier. Les réponses face au Coronavirus ont été différenciées de sorte que certains pays sont devenus aujourd'hui des références grâce à l'efficacité de leurs actions. Et la réputation ainsi acquise leur donne une crédibilité nouvelle qui leur permet de renforcer leur position dans leur environnement régional (Allemagne) et/ou dans la construction du nouveau multilatéralisme qui est en train de se mettre en place.

Dans ce cadre, les Etats-Unis, la Chine et l'Europe se livrent une véritable bataille pour découvrir le vaccin et/ou le traitement anti-Covid-19 qui leur permettra, en sauvant le monde, de construire et/ou améliorer leur réputation.

L'attitude des présidents Trump et Bolsonaro, qui considèrent l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) complice de la Chine dans la gestion de la crise du Coronavirus, fait vaciller le multilatéralisme dans un moment sensible de l'histoire du monde. Un multilatéralisme déjà déstabilisé par le retrait des Etats-Unis de l'Unesco, de l'accord de Paris sur le réchauffement climatique et de l'accord nucléaire avec l'Iran et par leur alignement sur la politique de colonisation systématique menée par Israël.

Les grands programmes de sauvegarde et de relance des économies, soutenus par le G20, auront un impact certain sur le monde post-Covid-19. Partout, le but est d'aider les chômeurs, l'économie informelle et, bien sûr, les secteurs économiques affectés par les effets des confinements (industrie, PMI, transport aérien, tourisme, restauration, etc.). Selon une étude de McKinsey, les plans de sauvetage gouvernementaux se chiffreront à 10 billions de dollars, soit trois fois plus que les plans de relance mis en œuvre au lendemain de la crise de 2008 (l'Europe occidentale seule devra leur allouer 4000 milliards de dollars, soit l'équivalent de 30 fois les crédits du plan Marshall), somme à laquelle il faut ajouter les injections monétaires réalisées par les banques centrales pour racheter des obligations publiques.

Tirant des leçons de la gestion de la crise de 2008, les gouvernements actuels voudraient que les programmes de relance en cours dépassent le seul quantitativisme et soient rattachés à des choix qualitatifs autour de :

- la promotion de l'économie verte, et, donc, favoriser une relance innovante et décarbonisée ;
- l'accélération de la numérisation et des apports de l'intelligence artificielle dans les activités économiques avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur les

- réformes dans le domaine de la formation des ressources humaines ;
- l'adaptation aux ruptures entraînées par la crise sanitaire sur les chaînes d'approvisionnement et, donc, accorder plus d'intérêt à la question de l'autonomie nationale, favoriser les productions locales et réduire les risques de dépendance en matière de production des biens essentiels (santé, productions alimentaires, technologies, etc.).

## **Sept chantiers, sept problématiques**

La rupture créée par la crise sanitaire amènera tous les pays à s'attaquer à court, puis à long termes à sept grandes problématiques :

### **1. LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE SAUVETAGE ET DE RELANCE**

Dans les semaines à venir, les Etats vont s'endetter massivement pour financer leurs plans de sauvetage sanitaire et de relance économique. Dans les pays développés et émergents, les banques centrales ont d'ores et déjà « monétisé » l'essentiel des dettes publiques. De même, l'UE a mis en place un consensus pour mutualiser l'endettement de ses Etats membres.

Pour aider les pays pauvres et en développement à gérer leurs dettes forcées du fait des contraintes de la crise de la Covid-19, une concertation internationale - sous la conduite du G20 en association avec le FMI et la Banque mondiale par exemple - pourrait s'avérer nécessaire. Une telle intervention solidaire, indispensable pour trouver une solution à cet endettement, aussi inattendu qu'exceptionnel, donnera à la communauté internationale une réelle crédibilité en matière de gestion du financement international. En 2010 déjà, Jacques Attali, dans son ouvrage « Tous ruinés dans dix ans ? : Dette publique : la dernière chance » - Fayard, proposait la mise en place d'une « architecture mondiale » de gestion de la dette. Il mérite un coup de chapeau.

### **2. VERS UNE NOUVELLE BIPOLARISATION**

La crise de la Covid-19 va consacrer l'installation d'une nouvelle bipolarisation du monde autour de l'antagonisme entre les Etats-Unis et la Chine. La tension commerciale qui les oppose depuis 2017 a été intensifiée par la guerre sanitaire qu'ils se livrent. Si la suprématie américaine reste réelle, notamment sur le plan stratégique, la Chine dessine, à travers son initiative « La ceinture et la route », un instrument de rayonnement sur l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Dans l'avenir, la grande compétition sino-américaine se cristallisera de plus en plus autour du numérique. La tension en cours autour de la 5G en est la preuve.

### **3. LA MONTEE EN PUISSANCE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES**

Dès le début du siècle, le numérique et l'IA sont devenus le pivot de la nouvelle révolution technologique menée par les GAFAM et les BATX, mais aussi par la robotisation de la production. La crise sanitaire et le confinement ont donné un élan remarquable aux instruments de cette révolution grâce aux grands progrès accomplis par le télétravail et l'organisation de toutes les formes de contacts à distance (vidéoconférences, activités éducatives, médiatiques et artistiques). Partout dans le monde, les réformes

des systèmes d'enseignement et de formation intègrent désormais l'utilisation de ces technologies devenues des instruments majeurs des activités humaines, notamment dans le domaine de l'économie et de la transmission des données.

#### **4. L'INTERET ACCORDE A LA PROXIMITE ET A LA REGIONALISATION**

Depuis les années 1950, l'avancée de la mondialisation a favorisé l'émergence de pôles de solidarité régionale, en Europe, en Amérique du nord ou, encore, entre les différents pays asiatiques. Des unions et rassemblements régionaux se sont constitués autour des échanges commerciaux, des politiques communautaires ou des interdépendances industrielles. Mais, la logique de la mondialisation rampante a élargi la sphère du libre-échange favorisant l'extension des chaînes de valeur devenues mondiales et, donc, un processus de délocalisation industrielle en faveur notamment de l'Asie. La crise de la Covid-19 a brisé ces chaînes de valeur. Elle a révélé la dépendance des pays vis-à-vis d'espaces lointains. Aux Etats-Unis, en Europe et même au Japon, des voix s'élèvent aujourd'hui appelant à la relocalisation/rapatriement des activités industrielles stratégiques : médicaments, masques, équipements automobiles, etc. Cette prise de conscience est favorable à la proximité et à la régionalisation. Une telle relocalisation, en réduisant le coût des distances, participerait à la décarbonisation.

L'Europe aura intérêt à organiser le processus de relocalisation en son sein et associant les espaces de proximité du sud : Méditerranée et Afrique. Plutôt que la relocalisation, il faut promouvoir une re-régionalisation comme le propose Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères.

#### **5. VERS L'AVENEMENT D'UNE MULTIPOLARITE ET D'UN MULTILATERALISME RENOVES**

L'après-guerre a donné naissance à un monde bipolaire dominé, d'une part, par le pluralisme économique et politique de l'Occident, sous le leadership américain et, d'autre part, par un système centralisé mené par l'URSS. La disparition de l'Union soviétique, l'essoufflement des économies occidentales du nord et la montée de la Chine ont rebattu les cartes. La crise de 2008 a favorisé la création d'un G20 élargi aux pays émergents, G20 qui devait se substituer au G7 dans la gestion des grandes contraintes de l'économie mondiale. Ce sont là les prémises d'une multipolarité en genèse. La crise de 2020 a accéléré cette tendance et incité au renforcement de la régionalisation. Les pays asiatiques poursuivent leurs rapprochements. Ceux de l'UE sont en train de donner un nouvel élan à l'intégration européenne malgré le retrait britannique. Si, donc, la crise de 2008 avait nourri les populismes et favorisé le recul du multilatéralisme, celle de 2020 devrait créer, malgré des discours septiques ici et là, plus de coopération internationale sur les dossiers de la santé et de l'environnement. Et, finalement, sauvegarder (sauver ?) le multilatéralisme, le rénover et créer les conditions de plus d'équilibres pouvant se traduire par l'émergence d'une multipolarité. C'est dans ce cadre qu'il est de l'intérêt de l'Europe de renforcer son intégration économique, politique et stratégique et de tendre la main à l'Afrique pour construire, avec elle, un nouveau pôle face à l'Amérique du nord et à l'Asie, consacrant une nouvelle centralité de la Méditerranée. C'est, en effet, par la multipolarité que le système mondial pourrait s'acheminer vers plus de partage et d'équilibre.

## 6. LA NECESSAIRE GESTION DES « BIENS COMMUNS »

La crise de la Covid-19 a contraint les politiques publiques à revenir sur les normes orthodoxes de la macro-économie. La mobilisation des programmes de sauvetage sanitaire et économique se traduit par le dépassement des règles budgétaires conventionnelles en termes de déficit (3% du PIB) et d'endettement public (60% du PIB). Le keynésianisme, mis à mal depuis les années 1980 par le néo-libéralisme, est réhabilité sous la pression des nouvelles contraintes. Les banques centrales des pays développés ont également suspendu leurs interventions classiques pour soutenir les plans de reprise et racheter les obligations publiques. Mais, ce retour au keynésianisme est plus qualitatif. Il doit se traduire par l'intérêt accordé par les Etats à la gestion des « biens communs » et du long terme qui concerne l'avenir de l'humanité, notamment dans les domaines de la santé, du social, de l'éducation et de l'environnement. Ainsi, la nouvelle épreuve que vit le monde conduira à l'ouverture sur des opportunités pour réorienter les politiques publiques au service de ces biens communs. La santé, l'éducation, l'équité et l'environnement : un même combat. Cela impliquera certainement l'introduction de nouvelles catégories d'analyses dans la sphère scientifique de l'économie politique. Celle-ci ne peut plus être fondée seulement sur le court terme, ou sur la recherche exclusive de la productivité et des profits à tout prix. Elle devra désormais prendre en compte de nouvelles exigences que sont la protection de la santé humaine et la sauvegarde de l'environnement. La recherche de l'efficacité n'exclut pas celle de l'équité.

## 7. LA PROBLEMATIQUE DE L'INIQUITE

Tous les indicateurs ont montré que l'accélération de la mondialisation, tractée par l'hyper hégémonie des recettes néolibérales depuis les années 1980, a produit une exacerbation des asymétries entre les pays (nord-sud) et à l'intérieur de ceux-ci. La crise de 2008 a révélé, à partir des dérives financières, ses vraies origines, liées aux inégalités à l'intérieur des sociétés en termes de répartition des richesses et des revenus.

La crise sanitaire a mis en lumière de nouveaux aspects de cette iniquité. Partout dans le monde, les victimes de l'épidémie appartiennent majoritairement aux sphères les plus fragiles et les plus marginales. Aux Etats-Unis, pays qui compte le plus grand nombre de victimes, plus du tiers des personnes décédées appartiennent à la communauté noire qui ne représente que 13% de l'ensemble de la population. Dans ce pays, les frustrations nées du confinement ont été amplifiées par un malaise lié à la plus grande manifestation de l'iniquité : le racisme. L'affaire Gorges Floyd a déclenché un élan mondial de soutien au mouvement « Black Lives Matters », secouant les sociétés des pays développés, des Etats-Unis à l'Europe pour leur rappeler, peut-être, les origines coloniales des iniquités. Comme pour la Covid-19, va-t-on assister à une rupture, même partielle, entre l'avant et l'après-Gorges Floyd ? Il faut l'espérer.

La rencontre de toutes ces ondes de choc dans ce moment exceptionnel de l'histoire de l'humanité fait que les actions pour plus de santé, plus d'égalité, plus de respect de l'environnement appartiennent à une même logique et appellent à la rénovation des modèles de développement et à la promotion d'un monde équilibré et humanisé. Il est vital de répondre à ce que François Perroux avait appelé, dès les années 1960, « Les coûts de l'homme ».

## **Le Maroc, la Covid-19 : capitaliser sur la « bonne réputation »**

La crise de la Covid-19 est une grande épreuve et, comme toute épreuve, elle accouche d'une grande opportunité. Le Maroc a été certainement parmi les pays en développement qui ont le mieux géré les conséquences de la pandémie. Un véritable combat a été mené, avec l'adhésion de toute la population confiante dans l'action menée par l'Etat. Il s'agit, maintenant, de capitaliser sur la bonne réputation acquise par le pays pour négocier le virage post-Covid-19. La mise en place d'un nouveau modèle de développement sera certainement enrichie par les leçons qu'on doit tirer de cette crise sanitaire et des conséquences du confinement. Au Maroc, la recherche de l'efficience doit passer, comme partout dans le monde, par une approche de solidarité. Surtout, la capitalisation sur la réputation acquise doit conduire le pays à améliorer sa capacité à négocier avec les bouleversements attendus de la mondialisation à travers trois orientations :

- 1.** Participer à la promotion d'un nouveau pôle régional qui regrouperait l'Afrique et l'Europe et consacrerait une nouvelle centralité dynamique de la Méditerranée. Pour cela, le Maroc devra améliorer son attractivité pour tirer profit des mouvements de relocalisation et de re-régionalisation des activités économiques.

Malgré les contraintes géopolitiques, le Maroc n'abandonnera jamais le projet maghrébin, nécessaire aujourd'hui pour les pays de la région, mais aussi pour l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée. Cette dynamique régionale doit être fondée sur une rénovation du partenariat euro-méditerranéen qui doit dépasser ses propres limites et s'ouvrir sur une logique de coproduction et de gestion commune des problématiques développement-migration-sécurité. Cela permettra à l'Europe, étant donné son avancée technologique, et à l'Afrique, avec ses potentialités démographiques et son apport culturel, de participer à créer un nouveau pôle AME dans le cadre d'une multipolarité mieux partagée.

Le Maroc doit continuer à renforcer son ancrage en Afrique, en consolidant ses actions en faveur du développement alimentaire (grâce aux phosphates), de l'électrification, de la diversification du tissu productif et participer à la promotion de la Zone de Libre-Echange continentale africaine (ZLECA). Grâce aux initiatives royales, le Maroc a su lier la gestion de la crise sanitaire à une approche de partenariat Sud-Sud avec les pays subsahariens.

- 2.** S'ouvrir sur les espaces lointains en vue de diversifier les échanges extérieurs avec les deux Amériques : celle du nord, la première puissance économique et géopolitique du monde, et celle du sud, dans le cadre d'un triangle stratégique Europe-Afrique-Amérique Latine, et avec l'Asie et toutes ses composantes, en tenant compte du rôle essentiel de la Chine qui propose à notre région de coopérer avec son initiative « La ceinture et la route ».
- 3.** La maîtrise des rapports avec la proximité et avec les espaces lointains permettra au Maroc d'adhérer à la dynamique de la révolution technologique du XXIème siècle, représentée par le numérique et l'IA, en rapport avec l'avènement d'un nouveau modèle de développement et la réalisation des réformes nécessaires dans le domaine de l'éducation et de la formation.

## À propos de l'auteur, **Fathallah Oualalou** "Senior Fellow, Policy Center for the New South"

Fathallah Oualalou obtient une licence en sciences économiques à la faculté de Droit de Rabat en 1964 et un DES en économie en 1966 à Paris. Outre son activité en tant qu'assistant au centre universitaire de recherche scientifique, il sera président de l'UNEM et responsable de la Confédération des Etudiants du Maghreb. En 1968, il soutiendra une thèse de Doctorat en économie à Paris, avant de faire partie du corps enseignant de la faculté de Droit de Rabat, de Casablanca et de l'ENA. De 1968 à 1997, il publiera de nombreux travaux (ouvrages, articles, etc...) dans les domaines de la théorie économique, de l'économie financière, de l'économie des pays du Maghreb et du monde arabe et des relations Europe-monde arabe. En 1972, il participera au sein du «groupe de Rabat», au lancement de l'USFP, dont il devient un des membres influents. De 1968 à 1977, il sera également membre du bureau national du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP). En 1972, avec l'économiste feu Abdelaziz Belal, il crée l'Association des économistes marocains, dont il est président depuis 1982. Parallèlement, il sera élu à plusieurs reprises président de l'Union des économistes arabes. Il est élu plusieurs fois au Conseil municipal à Rabat et député à la Chambre des représentants. Le 14 mars 1998, feu SM Hassan II le nomme ministre de l'Economie et des finances. M. OUALALOU était Maire de Rabat entre Juin 2009 et 2015.

## À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

### Pour nous suivre sur les Réseaux sociaux :

